Le budget du PCF (p. 4)

COMMUNISTES

Agents territoriaux Essentiels un jour, avec moins de droits le lendemain. Halte à l'hypocrisie du gouvernement ! (p. 3)

Vidéo

VLOG épisode 6 :

Libérez les brevets !

Contradiction

Plus le pays souffre, plus la Bourse s'éclate. « La Bourse de Paris s'est envolée de 60 % en un an », titre cette semaine la presse économique qui parle encore de « climat particulièrement favorable au CAC 40 ». Une belle illustration du divorce radical entre la société et l'argent. Une belle définition aussi du capitalisme. Par esprit de contradiction, on a presque envie de dire que la définition du communisme, ce pourrait être : plus la Bourse souffrira, plus le pays s'éclatera. ✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2021 (cliquez)

Je verse : ..... €

"Donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

VIVE LE VIRUS !

Selon OXFAM les grosses fortunes ont gagné 479 milliards d'euros à la faveur de la pandémie

LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

SOUS RÉSERVE DES ANNONCES GOUVERNEMENTALES

24 mars-28 mars : Festival des migrations, programme sur la lettre internationale du PCF

24 mars 10 h : Soutien de Fabien Roussel et Pierre Laurent à Thomas Roger, candidat à la législative partielle dans le 20e arrondissement de Paris, et Charlotte Laurent, sa suppléante.

24 mars 14h : pour réclamer la levée du secret défense dans l'affaire des trois militantes kurdes assassinées à Paris, près du ministère de la Justice, 28 Place Vendôme (Paris),

24 mars 18 h : Facebook live hebdo du groupe communiste au Sénat qui répond à vos questions

24 mars 18 h 30 : Réunion organisation #pasdeprofitspourlapandémie via le lien https :visio.pcf.fr/b/dmi-ptr-qha

24 mars 18 h 30 : Webinaire Laïcité-loi séparatisme, quels enjeux actuels ? Facebook section @pcfparis13

24 mars 19 h : Webinaire Faisons dérailler la concurrence des transports en commun en Île-de-France sur le Facebook @CommunistesPouvoirVivreIDF

25-26 mars : Machiavel, l'expérience, la politique et le peuple. Inscription avec La Pensée, fondation G.-Péri

25 mars : Journée d'étude, **l'histoire des communistes à l'épreuve du genre**, université de Poitiers, inscription jecommunistes2021@gmail.com (86)

25 mars 15h : Réunion du collectif cheminots du Parti, inscription baptistebauza@hotmail.com

26 mars 10 h : Rencontre avec le monde agricole, Obterre (36)

26 mars 15 h 30 : Liberté, égalité, gratuité ! Épisode 2 gare de Clermond-Ferrand (63)

26 mars 18 h : Rencontre et échanges avec les élu·e·s du groupe Nîmes Citoyenne à gauche, au conseil municipal, en visio us02web.zoom.us

26 mars 18 h : Webinaire Les communistes et la Résistance, avec Pierre Outteryck, Facebook fédération 44

26 mars 18 h : visio conférence : SÉCURITÉ, POLICE, JUSTICE UN DÉBAT CITOYEN sections PCF de Vaulx-en-Velin et Vénissieux, la fédération du Rhône du PCF sur https :zoom.us/j/6919171935

27-28 mars : Week-end spécial élections législatives, 6e circ. du Pas-de-Calais et à Paris 20e

27-28 mars : Week-end rouge à la section de Port-de-Bouc qui se refait une beauté (13)

27 mars : Journée de la Terre en Palestine

27 mars 10 h : Oui à la liberté d'expression, marché du Mas du taureau, Vaulx-en-Velin (69)

27 mars 11 h : Défense de la rue Pierre-Sémard, Toulon (83)

27 mars 14 h : Hommage à Daniel Davisse, Choisy-le-Roi (94)

27 mars 14 h : Contre la construction d'un Centre de rétention administrative à Olivet, Ni ici ni ailleurs !, place de la Loire, Orléans (45)

27 mars 15 h : Manifestation : Journée européenne d'actions pour le logement et contre les expulsions, rdv Parisiens place du Chatelet

28 mars : Marches pour une vraie loi Climat

28 mars 15 h : Les communistes reprennent la butte, 35 rue du chevalier de la Barre, Paris 18e

31 mars 13 h : Mon hôpital j'y tiens, élections régionales, Rambouillet (78)

31 mars 18 h : Energy Communities fighting energy poverty, Facebook live du PGE

31 mars 18 h : Facebook live hebdo du groupe communiste au Sénat qui répond à vos questions

1er avril 9 h 57 : Opération drapeau rouge sur les vitres du bâtiment du CN

1er avril 18 h : Webinaire Quelles transformations des systèmes productifs pour construire une civilisation écologique ? Inscription sur le site de la fondation Gabriel-Péri

2 avril à 18h30 : webinaire Le cinéma, la littérature, le théâtre, la musique, la danse : ESSENTIELS ! Pour nous faire grandir dans nos têtes et nos cœurs ! Inscription sur la page facebook coopérative des idées 93

4 avril : 1er tour des élections législatives partielles Paris 20e et la 6e du Pas-de-Calais

ET AUSSI LA SEMAINE DERNIÈRE :

Soutien de Fabien Roussel aux salarié·e·s de la Fonderie de Bretagne (ex SBFM) à Kerpont, Caudan (56)

Marche pour l'emploi, aéroport de Roissy (93-77)

Soutiens aux théâtres occupés : Alès, Amiens, Angers, Aubervilliers, La Courneuve, Auch, Aurillac, Avignon, Besançon, Bordeaux, Bourg-en-Bresse, Brest, Caen, Calais, Chambéry, Châteauroux, Clermont-Ferrand, Die, Dijon, Grenoble, Ivry, La Rochelle, Lannion, Laon, Laval, Le Havre, Le Mans, Lille, Limoges, Lorient, Lyon, Marseille, Mende, Millau, Mont de Marsan, Montpellier, Montreuil, Nantes, Nice, Nîmes, Niort, Noisy-le-Sec, Noyon, Orléans, Paris, Pau, Périgueux, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes, Rosny-sous-Bois, Rouen, Saint-Brieuc, Saint-Denis, Sainte-Clotilde La Réunion, Saint-Etienne, Saint-Nazaire, Strasbourg, Tergnier, Toulouse, Tours, Tulle, Valence, Villeurbanne

Solidaire avec les hôpitaux de l'APHP (IdF), Non aux fermetures de lits, CHU Rouen (76)

Collectes solidaires, Saint-Tulle (04), Les Lilas (93), Marseille (13), vente de fruits et légumes solidaires Paris 18e, collecte de dons Travailleurs de la Centrale de Gardanne (13)

Collages géants à Draveil (91)

Pour la gratuité des transports, Grenoble (38), Mon train j'y tiens, Condrieu (69)

Solidarité avec Aly Touré (59)

Action pour la réouverture du bureau de Poste du Clos Saint-Lazard, Stains (93) et à Avon (77)

Pour un plan d'urgence éducation pour le Val-de-Marne, Créteil (94), dans le Cotentin (54), collèges morts (25)

Ensemble marche contre la violence, Champigny (94)

Avec les salariés en lutte : 168 de l'hôtel Vendôme à Paris, La SAM, les Bosch de Rodez et le centre de distribution de La Poste d'Aubin-Decazeville (12), les travailleurs transfrontaliers (57)

Bourse du travail, notre bien commun, défendons-les à Manosque (04), Évry (91)

Agents territoriaux

Essentiels un jour, avec moins de droits le lendemain.

Halte à l'hypocrisie du gouvernement !

Agents des crèches, des cimetières, de la restauration collective, des centres de santé, de la voirie, de la propreté, des espaces verts : depuis un an, le gouvernement salue le travail des fonctionnaires territoriaux, en première ligne pour affronter une crise sanitaire d'une ampleur inédite.

Le 13 avril 2020, le Président de la République affirmait qu'il nous faudra nous « rappeler aussi que notre pays, aujourd'hui, tient tout entier sur des femmes et des hommes que nos économies reconnaissent et rémunèrent si mal ». Pourtant, malgré ces applaudissements et déclarations, l'exécutif a choisi de remercier les héros du quotidien, qui ont permis à la France de tenir debout, en les faisant passer pour des privilégiés et en s'attaquant à leurs droits.

En effet, la loi « de transformation de la fonction publique », dite Dussopt, adoptée par la majorité à l'Assemblée nationale, impose dans son article 47 le principe d'une durée annuelle du travail pour les fonctionnaires de 1 607 heures au plus tard en juin 2021. Elle annule ainsi tous les accords plus favorables au temps de travail légal qui avaient été négociés dans les collectivités au fil des ans.

Derrière cette mesure se cache l'objectif affiché au début du quinquennat d'imposer, au nom de la baisse de la dépense publique exigée par les institutions financières, une réduction du budget de fonctionnement de 10 milliards d'euros aux collectivités territoriales. Le gouvernement profite de la crise sanitaire pour avancer son agenda de « réformes » à marche forcée.

En 2017, le candidat Macron promettait la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires « superflus », dont 70 000 dans la Fonction publique territoriale. De fait, l'abrogation des régimes dérogatoires au volume annuel de 1 607 heures représenterait, selon la Cour des comptes, une « économie » de 57 000 postes.

Alors que nous entamons un troisième confinement, la baisse continue des moyens accordés au service public a fait la démonstration de son potentiel dévastateur. La presse révélait, par exemple, la semaine dernière que le nombre de lits en réanimation n'a fait que diminuer depuis mars dernier. Nous en connaissons le résultat.

D'un autre côté, l'engagement des collectivités locales dans la lutte contre l'épidémie est constant et essentiel. Rappelons-le, les agents publics locaux gèrent aujourd'hui au quotidien la plupart des centres de vaccination ouverts sur le territoire. Aussi, il n'est pas acceptable que les agents territoriaux servent de variable d'ajustement comptable pour accompagner les baisses de dotation et le désengagement de l'État.

Depuis un an, l'utilité de service public pour une meilleure prise en compte des besoins de la population est une évidence. Son développement ne pourra passer que par le recrutement massif d'agents publics.

En outre, le progrès va dans le sens d'une réduction du temps de travail, non son augmentation.

Au lieu d'augmenter le temps de travail des agents, le gouvernement devrait répondre au défi de l'amélioration de leurs conditions d'existence et de travail. Pour rappel, les fonctionnaires ont des contraintes professionnelles, la nuit ou le week-end, deux fois supérieures aux autres salariés. Ils sont par ailleurs moins bien rémunérés. Le salaire moyen des fonctionnaires territoriaux (gelé depuis plus de dix ans) est inférieur de 400 € nets par mois par rapport à celui des salariés du secteur privé.

En dernier lieu, après les offensives contre les finances des collectivités, la majorité s'attaque avec ces mesures à la gouvernance territoriale. Elles représentent une atteinte à la libre administration des collectivités garantie par la Constitution.

En définitive, la loi Dussopt est un nouveau coup de poignard contre le service public de proximité, sans lequel la crise profonde que traverse notre pays serait moins bien amortie. Les élus communistes et républicains seront aux côtés des fonctionnaires et des organisations syndicales pour défendre leurs droits et demander son abrogation. ✪

Ian Brossat
président de l'ANECR

Souscription, cotisant·e·s, élus·e·s : la force du PCF

Nous avions adopté pour 2020 un budget ambitieux. Avec comme objectifs politiques de verser notre contribution à une alternative politique par de nombreuses rencontres..., de déjouer le piège Macron/Le PeFn, de réussir les élections municipales, de marquer le centenaire du PCF. La Covid-19 est venue heurter de plein fouet nos projets comme la vie de tous nos concitoyen·ne·s.

Nous avons dû adapter notre activité militante et politique à cette nouvelle situation qui perdure.

Mettre en place sur tout le territoire des initiatives de solidarité, de soutien à la population frappée durement par la maladie, le confinement, l'isolement, la perte d'emploi, la fermeture d'école... est devenu la priorité de l'activité militante. Nous avons engagé la bataille politique pour que les mesures sanitaires soient mises en place, hôpitaux, masques, tests et maintenant l'accès au vaccin pour tous. Alors que le gouvernement, lui, a continué d'avoir qu'une logique : préserver les intérêts du capital.

Nous avons pu faire cela grâce à l'indéfectible apport financier des cotisant·e·s, des souscripteurs et souscriptrices, des reversements d'indemnités de nos élu·e·s malgré les pertes.

Certes, au bilan, la vie de notre organisation fondée sur la proximité a été lourdement handicapée pour visiter tou·te·s nos adhérent·e·s et collecter leurs cotisations.

Nous avons dû annuler les rencontres, fêtes, banquets ..., tous ces grands moments de convivialité, de débat, de culture. Mais à l'image du 1er Mai, grand moment de souscription, malgré l'impossibilité de vendre le muguet, nous avons pu compter sur un élan exceptionnel de soutien avec la vente du brin de muguet virtuel.

Nous n'avons pas renoncé à marquer notre Centenaire avec des conférences en visio, des vidéos, l'édition de remarquables ouvrages. Les expositions qui n'ont pu se tenir en 2020 sont prêtes pour être réalisées dès la levée des contraintes sanitaires.

Oui, en 2020, souscripteurs/trices, cotisant·e·s, élu·e·s n'ont pas failli. Aussi nous avons engagé l'année 2021 avec un bilan de souscription national et départemental élevé. Cette souscription compense les pertes de cotisations que nous n'avons pas pu collecter et nous a permis de constituer une première réserve pour les échéances de 2022.

Pour 2021, de nouveaux défis sont devant nous pour rassembler les moyens de nos batailles politiques.

Celle contre la crise lourdement aggravée par la gestion gouvernementale de la Covid-19.

Celle contre les lois liberticides, la poursuite de la casse des services publics...

Celle pour faire élire dans nos régions et départements des élu·e·s garant·e·s de la défense des intérêts des populations, permettant la mise en place d'une politique progressiste pour relever les défis : écologique, démocratique, sociaux dans les territoires.

En 2021, les communistes travailleront à mettre tout leur poids pour que s'ouvre une perspective de changement en 2022.

Nous serons prêts pour que soient mobilisés les moyens à la réalisation des décisions prises par les communistes en mai 2021, pour être pleinement utiles au changement en 2022.

Nous allons nous déployer sur tout le territoire pour faire vivre la démocratie politique. Alors que nous sommes soumis aux lois de financement des partis politiques qui nous obligent à un travail, à des investissements humains et financiers extrêmement lourds compte tenu de la grande décentralisation de notre organisation. Nous sommes les seuls dans cette situation de par notre mode d'organisation à subir de telles contraintes. Nous avons relevé le défi en faisant valider nos comptes 2019 par la CNCCFP. Nous mettons tout en œuvre pour qu'il en soit de même pour les comptes 2020. ✪

Denis Rondepierre
trésorier national du PCF

PCF
SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse : ..... €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Julien Zoughebi. **RÉDACTION :** Gérard Streiff
Mèl : **communistes@pcf.fr**
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

8 avril : on amplifie la mobilisation !

Le mardi 16 mars, des milliers de jeunes ont défilé partout en France à l'appel de quatorze organisations de jeunesse. Un an après l'annonce du premier confinement, nous avons dénoncé avec force l'inaction du gouvernement face à la situation catastrophique dans laquelle se trouve la jeunesse.

Depuis plus d'un an maintenant, la situation des jeunes se dégrade. 22 % des jeunes actifs sont actuellement au chômage, plus d'un étudiant sur six est en situation de décrochage, le retard scolaire ne cesse de s'accumuler, et des dizaines de milliers de jeunes sont obligés de se tourner vers des organismes de distributions alimentaires. La précarité de nos situations, couplée avec le manque de perspectives quant à notre avenir, plonge de plus en plus de jeunes dans une détresse psychologique.

Les mesures prises par le gouvernement pour y répondre ne sont pas à la hauteur. Pire, l'annonce d'un nouveau confinement sans aucun plan d'urgence pour la jeunesse plonge la nouvelle génération dans le désarroi le plus total.

Pour les étudiant·e·s, si les repas à un euro et l'aide ponctuelle de 150 euros pour les boursier·ère·s en décembre sont à saluer, ils ne permettent pas de sortir les étudiant·e·s de la précarité. De même, l'aide de janvier annoncée par Emmanuel Macron n'a jamais vu le jour et l'ouverture des discussions pour une réforme des bourses se fait toujours attendre. Alors même que le nombre d'étudiant·e·s en décrochage est colossal, aucune annonce n'a été faite sur une possible reprise des cours en présentiel avant la fin de l'année universitaire, ni sur la mise en place de nouveaux moyens matériels ou pédagogiques pour le permettre.

Pour les lycéen·ne·s, la situation n'est pas plus enviable. Alors que nous faisons face à une crise éducative sans précédent, le gouvernement continue la sélection à l'entrée de l'université. Avec la fin du caractère national du baccalauréat, car en contrôle continu, la sélection sera plus inégalitaire que jamais. Alors que les conditions d'études au lycée sont plus que jamais dégradées, le ministre de l'Éducation fait le choix de supprimer 1 800 postes de professeurs : en refusant d'investir dans le service public, c'est le quotidien au lycée et l'avenir de tous les élèves qui sont bradés.

Pour lutter contre le chômage des jeunes, Jean Castex a lancé le plan "Un jeune, une solution" le 23 juillet dernier. Huit mois après, force est de constater que celui-ci ne fonctionne pas. Pire, en favorisant les CDD et les services civiques, il précarise encore davantage l'emploi des jeunes.

Malgré les mobilisations d'ampleur depuis plusieurs mois et le contexte inédit dans lequel se trouve la jeunesse, le gouvernement refuse toujours d'écouter les revendications légitimes des organisations étudiantes, lycéennes et de jeunesse.

Fort du succès de la mobilisation, nous sommes bien déterminé·e·s à nous faire entendre. C'est pour ces raisons que **nous appelons l'ensemble des jeunes à se mobiliser le 8 avril prochain.** Nous demandons :

Pour les étudiant·e·s :

- Un plan d'urgence d'1,5 milliard d'euros contre la précarité étudiante, débutant par une augmentation immédiate des bourses et des APL.
- La mise en place d'un filet de sécurité sociale pour l'ensemble des étudiant·e·s, garantissant une protection sociale supérieure au seuil de pauvreté.
- La réouverture des universités à 50 % avec les moyens économiques et humains nécessaires et l'obligation d'enregistrer/filmer les cours et mettre un format écrit à disposition, afin de ne pas pénaliser les étudiant·e·s n'ayant plus de logement près de leur établissement.
- L'embauche de personnels éducatifs, leur titularisation, la construction d'infrastructures pour rattraper le retard accumulé et faire face au décrochage.

Pour les lycéen·nes :

- La fin de Parcoursup et de toute plateforme sélective post-baccalauréat.
- La non pénalisation des stages non réalisés au lycée et dans le supérieur.
- Un plan de recrutement massif d'enseignant·e·s pour rattraper le retard.

Pour l'emploi des jeunes :

- L'ouverture immédiate du RSA pour les jeunes de moins de 25 ans en insertion.
- La suppression des contrats précaires pour tendre vers le CDI et la titularisation comme norme d'embauche.
- L'interdiction de toute rémunération en dessous du SMIC, même pour les services civiques, stages et apprentissages.
- Un plan de recrutement pour les jeunes dans la santé, l'éducation, les transports et l'énergie.
- La rémunération des stages minimum au SMIC dès la première heure travaillée. ✪

Signataires :
MJCF, UEC, UNEF, UNL, FIDL, MNL, L'alternative, FSE, Jeunes écologistes, Jeunes socialistes, Jeunes génération.s, Jeunes insoumis.

UNEF

Derrière les attaques contre l'UNEF, une dérive autoritaire et antidémocratique qui doit cesser !

Divers représentants de droite et d'extrême droite, à la suite de représentants de LREM, demandent que des poursuites judiciaires soient déclenchées contre les dirigeant·e·s de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), certains allant jusqu'à demander la dissolution de cette organisation étudiante. Quelle grosse ficelle de la part de ceux qui défendent les thèses identitaires, nationalistes, racistes pour certains !

Pour le Parti communiste français, ces interventions et cette demande sont inacceptables. Elles visent d'abord à discréditer la gauche, qui s'est pourtant régulièrement placée aux avant-postes de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, à la différence de l'extrême droite et d'une partie de la droite. Elles illustrent la dérive autoritaire d'un pouvoir, d'une droite qui tentent de manipuler l'opinion et de la détourner des graves problèmes qu'affronte le pays, ainsi que de la grande précarité que connaît aujourd'hui une large partie du monde étudiant. Dans le prolongement des déclarations provocatrices de la ministre de l'Enseignement supérieur qui s'en prend aux libertés académiques, ces déclarations cherchent à remettre en cause les libertés publiques, à commencer par celle de s'organiser librement sur les lieux de travail et d'études.

Si le PCF dénonce ces attaques, il ne saurait se reconnaître pour autant dans des pratiques qui excluent des enfermements identitaires, d'où qu'ils viennent. Ceux-ci vont à l'encontre des valeurs universalistes et rassembleuses défendues depuis toujours par la gauche et le syndicalisme. Le débat sur ces questions doit se mener publiquement, sans tabou et sans ignorer les importantes divergences que soulève l'action de certains courants politiques et intellectuels.

Le PCF appelle à la mobilisation face à ces menées antidémocratiques contre l'UNEF. Il réaffirme pleinement son soutien aux luttes des étudiantes et des étudiants en faveur d'un système scolaire et universitaire digne des ambitions d'un grand pays. Cet enjeu d'avenir pour la France doit être au cœur du débat public. ✪

Parti communiste français
Paris, le 22 mars 2021.

La vie de Mumia est entre nos mains

Le PCF se mobilise avec les organisations membres du comité français Libérons Mumia ! pour sauver Mumia AbuJamal. Campagne de mobilisation et rassemblement le 7 avril devant l'ambassade des États-Unis à Paris.

Au fil des jours, les informations (*) qui nous parviennent sur l'état de santé de Mumia sont de plus en plus alarmantes. La maladie ravage affreusement son corps, tant intérieurement qu'extérieurement. Les photos publiées par son médecin témoignent de cette dégradation physique (voir les pièces jointes). Mumia a des éruptions cutanées incessantes qui provoquent de graves lésions et des plaies béantes, donnant à sa peau l'aspect d'un cuir craquelé. Il n'a pas un centimètre carré de son corps qui ne soit couvert de sang et de plaies ouvertes. Lors de son hospitalisation durant quatre jours la semaine dernière, outre qu'il a été testé positif au Covid, les médecins ont constaté qu'il souffrait d'une défaillance cardiaque grave et d'œdèmes qui ont nécessité une intervention pour évacuer l'excès de liquide qui avait envahi ses poumons.

Face à cette situation, ses soutiens américains appellent plus que jamais à la mobilisation internationale car c'est une question de vie et ou mort. Pour son médecin personnel, le docteur Ricardo Alvarez, « sa libération est le seul traitement » qui empêcherait d'envisager le pire. Nous ne pouvons donc pas attendre un jour de plus : nous devons agir immédiatement pour remédier aux défis vitaux qui le menacent : défaillance cardiaque aigüe, Covid-19 et difficultés respiratoires, défaillance organique de la peau.

D'autant qu'il n'est plus à l'hôpital mais à l'infirmerie de la prison et il souffre terriblement. Il est maintenu à l'isolement sans pommade cicatrisante et autres médicaments dont il bénéficiait auparavant pour apaiser ses douleurs. Il n'a par ailleurs plus accès au téléphone ni à sa tablette qui lui permettaient d'envoyer des messages et de recevoir des nouvelles de sa famille et de ses amis.

Le comportement des autorités politique et pénitentiaire est intolérable et humainement insupportable.

C'est ce qui nous conduit à rééditer notre appel à les inonder d'interpellations. À toutes celles et tous ceux qui l'ont déjà fait, comme ceux qui ne l'ont pas encore fait, envoyez et renvoyez le courriel ci-dessous :

• au Gouverneur Tom Wolf / brunelle.michael@gmail.com • au Procureur Larry Krasner / justice@phila.gov • au Secrétaire d'État John Wetzel / jowetzel@state.pa.us Textes à copier-coller (anglais + français) :

We are extremely worried about Mumia Abu Jamal's state of health. He has tested positive for Covid-19 and has been diagnosed with congestive heart failure. Taking into consideration his medical history (hepatitis C) he is especially vulnerable. If he remains incarcerated his chances of survival are extremely low. Because of this we request his immediate hospitalisation so that he may receive whatever treatment is necessary in the care of independent professionals. We would also request his release from prison as soon as his health allows him to re-join his family. To avoid massive contamination through the Covid pandemic we would also request that all sick, elderly inmates should be freed.

nom / prénom / ville / France

Nous sommes très préoccupés par l'état de santé de Mumia Abu-Jamal, testé positif pour Covid-19 et diagnostiqué avec une insuffisance cardiaque congestive. Tenant compte de ses antécédents médicaux (hépatite C) il est très vulnérable. S'il reste incarcéré, ses chances de survie seraient extrêmement faibles. En conséquence, nous demandons son hospitalisation immédiate pour qu'il reçoive les soins appropriés par des professionnels indépendants et sa libération dès qu'il sera en état de rejoindre sa famille. Pour éviter la contamination de la pandémie de Covid, nous vous demandons également de libérer tous les détenus les plus vulnérables, malades et âgés.

Ne vous méprenez pas, vos interventions sont utiles car elles ont déjà brisé le mur du silence sur l'état réel de santé de Mumia et contraint à son hospitalisation hors de la prison.

Continuons le combat pour le sauver et pour le libérer de cet enfer carcéral.

Comité français Libérons Mumia !

* Un grand merci à nos amis américains qui nous informent au quotidien de cette situation bouleversante et notamment à Prison Radio (le média qui donne la parole aux prisonniers et à leurs familles) à qui nous devons les infos de ce jour.